

Nicaragua - Faire face à l'urgence humanitaire malgré la répression du régime : Appel aux dons pour un centre d'oxygénothérapie

4 août 2020



Nicaragua - Faire face à l'urgence humanitaire malgré la répression du régime :
Appel aux dons pour un centre d'oxygénothérapie

Le contexte : COVID-19, urgence humanitaire et répression

Dès la mi-avril, le Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua (CSPN) lançait un cri d'alerte concernant la gestion irresponsable et calamiteuse de la pandémie de la Covid-19 au Nicaragua. Nous aurions aimé avoir tort et nous être trompés, mais, depuis, l'aggravation de la situation révèle combien nos craintes étaient fondées. Tout comme aux Etats-Unis, malgré les préconisations de Donald Trump d'avaler une lampée d'eau de Javel, ou au Brésil, dans lequel Bolsonaro éreinte ministre après ministre, le régime nicaraguayen campe sur des positions surréalistes qui mettent en danger tout un peuple.

La promotion de manifestations massives et l'application de la stratégie dite « suédoise » pour contrer la « maladie impérialiste » - comme l'avaient qualifiée les autorités - fait désormais des ravages, y compris dans les rangs des soutiens du régime. Même le célèbre commandant Zéro, Edén Pastora, a succombé le 16 juin à des « complications respiratoires ». Encore adulé par quelques nostalgiques pour ses faits d'armes dans la guérilla sandiniste en 1978, avant de rejoindre la Contra, il a fini comme rabatteur de paramilitaires à la solde d'Ortega.

La crise sanitaire actuelle se superpose à la crise politique que connaît le Nicaragua depuis deux ans déjà, lorsque le gouvernement Ortega-Murillo, qui se prétendait « chrétien, socialiste et solidaire », a révélé sa vraie nature, réprimant les manifestants d'avril 2018. C'est pourquoi les nécessaires aides matérielles apportées aux Nicaraguayen.nes pour les aider à affronter la pandémie ne sauraient se départir de la tout aussi nécessaire dénonciation des décisions prises par le régime et de leurs effets néfastes sur l'ensemble de la population. Car force est de constater - et cela vaut aussi en Europe - que la gestion de la pandémie répond à des intérêts, détermine des choix politiques, qui ont des conséquences politiques, elles aussi.

Il est intolérable que les soignants nicaraguayens aient été empêchés d'utiliser du matériel de protection (sous prétexte de ne pas semer la panique parmi la population). Avec le temps, cette « précaution » produit évidemment l'effet exactement inverse : alors que jusqu'à présent, une majorité de la population avait confiance dans le système de santé publique, désormais de nombreux Nicaraguayen.nes craignent de se rendre dans les structures de santé par peur de la contagion.

Les vidéos d'enterrements « express » postées sur les réseaux sociaux démentent les diagnostics de « pneumonie atypique » appuyés sur les actes de décrets en conformité avec les instructions officielles interdisant de mentionner le « Covid-19 », comme l'ont dénoncé de nombreux soignants sous couvert d'anonymat. La crainte des représailles s'est trouvée confirmée, début juin, puis en juillet par le licenciement de 22 médecins du service public pour avoir exigé des mesures de protection adéquates contre le risque de contagion. Cette saignée au sein du personnel médical s'ajoute à celle d'août 2018, lorsque près de 150 médecins avaient été sèchement remerciés pour avoir passé outre l'interdiction de soigner des manifestants blessés. Malgré la dissimulation des chiffres, on sait que le personnel hospitalier paie un lourd tribut à la propagation de la pandémie provoquée par le déni des autorités. Celles-ci continuent de faire le choix de la répression implacable de toute voix critique. Ainsi, le 27 juin, les 86 prisonniers politiques toujours détenus par le régime ont été maintenus en cellule lors de la désinfection des prisons avec des produits toxiques.

Le contexte : COVID-19, urgence humanitaire et répression

Dès la mi-avril, le Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua (CSPN) lançait un cri d'alerte concernant la gestion irresponsable et calamiteuse de la pandémie de la Covid-19 au Nicaragua. Nous aurions aimé avoir tort et nous être trompés, mais, depuis, l'aggravation de la situation révèle combien nos craintes étaient fondées. Tout comme aux Etats-Unis, malgré les préconisations de Donald Trump d'avaler une lampée d'eau de Javel, ou au Brésil, dans lequel Bolsonaro éreinte ministre après ministre, le régime nicaraguayen campe sur des positions surréalistes qui mettent en danger tout un peuple.

La promotion de manifestations massives et l'application de la stratégie dite « suédoise » pour contrer la « maladie impérialiste » - comme l'avaient qualifiée les autorités - fait désormais des ravages, y compris dans les rangs des soutiens du régime. Même le célèbre commandant Zéro, Edén Pastora, a succombé le 16 juin à des « complications respiratoires ». Encore adulé par quelques nostalgiques pour ses faits d'armes dans la guérilla sandiniste en 1978, avant de rejoindre la Contra, il a fini comme rabatteur de paramilitaires à la solde d'Ortega.

La crise sanitaire actuelle se superpose à la crise politique que connaît le Nicaragua depuis deux ans déjà, lorsque le gouvernement Ortega-Murillo, qui se prétendait « chrétien, socialiste et solidaire », a révélé sa vraie nature, réprimant les manifestants d'avril 2018. C'est pourquoi les nécessaires aides matérielles apportées aux Nicaraguayen.ne.s pour les aider à affronter la pandémie ne sauraient se départir de la tout aussi nécessaire dénonciation des décisions prises par le régime et de leurs effets néfastes sur l'ensemble de la population. Car force est de constater - et cela vaut aussi en Europe - que la gestion de la pandémie répond à des intérêts, détermine des choix politiques, qui ont des conséquences politiques, elles aussi.

Il est intolérable que les soignants nicaraguayens aient été empêchés d'utiliser du matériel de protection (sous prétexte de ne pas semer la panique parmi la population). Avec le temps, cette « précaution » produit évidemment l'effet exactement inverse : alors que jusqu'à présent, une majorité de la population avait confiance dans le système de santé publique, désormais de nombreux Nicaraguayen.ne.s craignent de se rendre dans les structures de santé par peur de la contagion.

Les vidéos d'enterrements « express » postées sur les réseaux sociaux démentent les diagnostics de « pneumonie atypique » apposés sur les actes de décès en conformité avec les instructions officielles interdisant de mentionner le « Covid-19 », comme l'ont dénoncé de nombreux soignants sous couvert d'anonymat. La crainte des représailles s'est trouvée confirmée, début juin, puis en juillet par le licenciement de 22 médecins du service public pour avoir exigé des mesures de protection adéquates contre le risque de contagion. Cette saignée au sein du personnel médical s'ajoute à celle d'août 2018, lorsque près de 150 médecins avaient été sèchement remerciés pour avoir passé outre l'interdiction de soigner des manifestants blessés. Malgré la dissimulation des chiffres, on sait que le personnel hospitalier paie un lourd tribut à la propagation de la pandémie provoquée par le déni des autorités. Celles-ci continuent de faire le choix de la répression implacable de toute voix critique. Ainsi, le 27 juin, les 86 prisonniers politiques toujours détenus par le régime ont été maintenus en cellule lors de la désinfection des prisons avec des produits toxiques.

L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) a exprimé son inquiétude à plusieurs reprises quant à l'absence de transmission de chiffres fiables par le gouvernement nicaraguayen. En réponse, celui-ci se défend en vantant les infrastructures et la grande quantité d'hôpitaux... tout en les vidant de leur personnel. D'autre part, la minimisation des chiffres de malades atteints par le Covid-19 réduit mathématiquement la quantité d'aide de l'OPS...

Au-delà de l'urgence humanitaire, à laquelle le CSPN, France Amérique Latine, le Collectif Guatemala, Tierra y Libertad para Arauco et d'autres initiatives en France veulent répondre avec le projet de centre de soins en oxygénothérapie à Managua, le soutien politique au mouvement de contestation et aux organisations populaires indépendantes est un remède d'autant plus puissant que nous serons nombreux à le porter.

L'appel aux dons pour un centre d'oxygénothérapie à Managua

Le Comité scientifique multidisciplinaire pour l'approche du coronavirus (CCM) s'efforce de combattre l'épidémie de coronavirus au Nicaragua et se bat pour exiger une action gouvernementale responsable. Depuis le début de la pandémie, le CSPN soutient le CCM en le mettant en relation avec des soignants et des chercheurs en France. Le CCM est composé de médecins spécialistes, d'éducateurs et de psychologues bénévoles.

L'épidémie de Covid-19 continue de se développer au Nicaragua. La ville de Managua et ses environs, où sont enregistrés le plus grand nombre de cas, sont les plus densément peuplés du pays et l'on craint un pic de l'épidémie.

Le CSPN, France Amérique Latine, le Collectif Guatemala et Tierra y Libertad para Arauco soutiennent un projet à but non-lucratif qui propose des soins primaires gratuits dans un quartier populaire de Managua. Ce projet vise à permettre l'installation d'une unité d'oxygénothérapie et à appuyer son personnel soignant afin de fournir une attention en soins respiratoires gratuits à des malades atteints de formes modérées du Covid-19.

Pour créer cette unité, les besoins ont été évalués afin d'adapter l'infrastructure d'un local, l'équiper en matériel de base comprenant : bouteilles d'oxygène, matériel médical et de laboratoire, ainsi que

personnel avec des équipements de protection, médicaments, nourriture et services d'eau et d'électricité dans le but de fournir des soins gratuits pendant un mois à 200 patients. Les bouteilles d'oxygène ont été déjà acquises grâce à des apports locaux. Néanmoins, il reste à financer le fonctionnement de cette unité de soins en oxygénothérapie.

Le budget est estimé à 36 204 €, le CSPN, France Amérique Latine, le Collectif Guatemala et Tierra y Libertad para Arauco s'engagent à participer à hauteur des fonds qu'ils pourront collecter.

Nous présentons ce projet aux ONG, aux autorités gouvernementales, associations professionnelles de soignants ou de chercheurs, syndicats, autres organisations et citoyen.ne.s qui pourraient le soutenir.

Vous pouvez contribuer en vous rendant sur le site :

<https://www.helloasso.com/associations/collectif-de-solidarite-avec-le-peuple-du-nicaragua/formulaires/2>

Le 21 juillet 2020,

Collectif de Solidarité avec le Peuple du Nicaragua (CSPN) - France Amérique Latine, - Collectif Guatemala - Tierra y Libertad para Arauco

Avec le soutien de : Ensemble ! - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Union syndicale Solidaires



Nicaragua - Faire face à l'urgence humanitaire malgré la répression du régime :

Appel aux dons pour un centre d'oxygénothérapie

Le contexte : COVID-19, urgence humanitaire et répression

Dès la mi-avril, le Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua (CSPN) lançait un cri d'alerte concernant la gestion irresponsable et calamiteuse de la pandémie de la Covid-19 au Nicaragua. Nous aurions aimé avoir tort et nous être trompés, mais, depuis, l'aggravation de la situation révèle combien nos craintes étaient fondées. Tout comme aux Etats-Unis, malgré les préconisations de Donald Trump d'avaloir une lampée d'eau de Javel, ou au Brésil, dans lequel Bolsonaro éreinte ministre après ministre, le régime nicaraguayen campe sur des positions surréalistes qui mettent en danger tout un peuple.

La promotion de manifestations massives et l'application de la stratégie dite « suédoise » pour contrer la « maladie impérialiste » – comme l'avaient qualifiée les autorités – fait désormais des ravages, y compris dans les rangs des soutiens du régime. Même le célèbre commandant Zéro, Edén Pastora, a succombé le 16 juin à des « complications respiratoires ». Encore adulé par quelques nostalgiques pour ses faits d'armes dans la guérilla sandiniste en 1978, avant de rejoindre la Contra, il a fini comme rabatteur de paramilitaires à la solde d'Ortega.

La crise sanitaire actuelle se superpose à la crise politique que connaît le Nicaragua depuis deux ans déjà, lorsque le gouvernement Ortega-Murillo, qui se prétendait « chrétien, socialiste et solidaire », a révélé sa vraie nature, réprimant les manifestants d'avril 2018. C'est pourquoi les nécessaires aides matérielles apportées aux Nicaraguayen.ne.s pour les aider à affronter la pandémie ne sauraient se départir de la tout aussi nécessaire dénonciation des décisions prises par le régime et de leurs effets néfastes sur l'ensemble de la population. Car force est de constater – et cela vaut aussi en Europe – que la gestion de la pandémie répond à des intérêts, détermine des choix politiques, qui ont des conséquences politiques, elles aussi.

Il est intolérable que les soignants nicaraguayens aient été empêchés d'utiliser du matériel de protection (sous prétexte de ne pas semer la panique parmi la population). Avec le temps, cette « précaution » produit évidemment l'effet exactement inverse : alors que jusqu'à présent, une majorité de la population avait confiance dans le système de santé publique, désormais de nombreux Nicaraguayen.ne.s craignent de se rendre dans les structures de santé par peur de la contagion.

Les vidéos d'enterrements « express » postées sur les réseaux sociaux démentent les diagnostics de « pneumonie atypique » apposés sur les actes de décès en conformité avec les instructions officielles interdisant de mentionner le « Covid-19 », comme l'ont dénoncé de nombreux soignants sous couvert d'anonymat. La crainte des représailles s'est trouvée confirmée, début juin, puis en juillet par le licenciement de 22 médecins du service public pour avoir exigé des mesures de protection adéquates contre le risque de contagion. Cette saignée au sein du personnel médical s'ajoute à celle d'août 2018, lorsque près de 150 médecins avaient été sèchement remerciés pour avoir passé outre l'interdiction de soigner des manifestants blessés. Malgré la dissimulation des chiffres, on sait que le personnel hospitalier paie un lourd tribut à la propagation de la pandémie provoquée par le déni des autorités. Celles-ci continuent de faire le choix de la répression implacable de toute voix critique. Ainsi, le 27 juin, les 86 prisonniers politiques toujours détenus par le régime ont été maintenus en cellule lors de la désinfection des prisons avec des produits toxiques.

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Actualités internationales >
- Adresse de cet article :
<https://ancien.solidaires.org/Nicaragua-Faire-face-a-l-urgence-humanitaire-malgre-la-repression-du-regime>